

Veille – semaine du 17 février 2013

1. GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRES

Ontario – Francophonie

25 février 2013 - L'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) de Prescott-Russell souhaite que l'affichage commercial bilingue devienne obligatoire partout dans les Comtés unis de Prescott et Russell (CUPR). Réunis le week-end dernier, les membres de l'ACFO ont convenu de s'efforcer à convaincre les quatre municipalités de la région qui n'ont toujours pas de règlement en ce sens d'emboîter le pas à Russell. «Ce que nous voulons, c'est une politique municipale d'aménagement linguistique à l'échelle des CUPR. Il va y avoir des conversations courageuses à avoir, mais nous devons être proactifs pour préserver notre langue et notre culture», explique Nathalie Ladouceur, coprésidente ACFO de Prescott et Russell.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/est-ontarien/201302/25/01-4625135-lacfo-veut-que-laffichage-bilingue-soit-obligatoire-partout.php>

26 février 2013 - Les femmes et leurs enfants aux prises avec la violence conjugale et familiale peuvent dorénavant trouver un hébergement d'urgence temporaire et sécuritaire à la Maison d'hébergement des femmes francophones. Le conseil d'administration a officiellement ouvert les locaux lundi 25 février. «Nous sommes très émues de pouvoir vivre ce jour historique pour la reconnaissance des droits des femmes et de leurs enfants qui subissent la violence conjugale et familiale avec des effets majeurs sur leur sécurité physique, sexuelle et leur santé mentale, de recevoir les services dans leur langue», a dit Nathalie Dufour-Séguin, présidente du C.A. de la Maison d'hébergement. «Avec l'ouverture de la Maison, nous sommes fières d'offrir aux femmes de la communauté francophone un environnement chaleureux et sécuritaire pour qu'elles retrouvent leur estime de soi et leur autonomie.»

<http://www.lexpress.to/archives/11139/>

Canada – Francophonie

23 février 2013 - Le projet de loi 14 destiné à modifier la Charte de la langue française et la Charte des droits et libertés de la personne ne va pas assez loin, selon le Mouvement Québec français. Mario Beaulieu, président du Mouvement Québec français, croit qu'il faut en faire davantage pour protéger la langue et travailler à contrer la campagne de « dénigrement » dans les médias anglophones. Selon lui, la loi 101 est continuellement attaquée par des porteurs d'opinions de langue anglaise. Réunis samedi à Saint-Jean-sur-Richelieu, des militants de la Société Saint-Jean-Baptiste, du Mouvement Québec français et plusieurs autres organismes sympathisants tiennent un colloque sur le projet de loi 14. Le projet de loi 14 fait du français un droit inclus dans la Charte des droits, il propose aussi de renforcer le respect du français comme langue de travail et forcerait les municipalités qui comptent moins de 50% d'anglophones à renoncer à leur statut bilingue.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/371737/le-projet-de-reforme-de-la-loi-101-ne-va-pas-assez-loin-selon-le-mouvement-quebec-francais>

24 février 2013 - Les députés de l'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF) ont voté pour une amélioration du processus électoral lors d'une réunion tenue en fin de semaine à Saskatoon. Ils veulent mettre à jour son règlement ainsi que les formulaires et guides du personnel. Les élus se pencheront aussi sur une liste de recommandations formulées par Johanne Perreault, la directrice générale des élections. Mme Perreault propose des scrutins en ligne et des bureaux de vote dans des écoles secondaires de Saskatoon et Regina. Les élections devraient aussi se dérouler tous les trois ans, et non pas aux deux ans.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2013/02/24/001-002-processus-elections-acf.shtml>

25 février 2013 - Lancée jeudi, la pétition de la Commission scolaire Central Québec (CSCQ) réclamant le maintien de l'exemption permettant aux enfants de militaires de fréquenter l'école anglaise avait déjà recueilli 3872 signatures dimanche soir sur le site de l'Assemblée nationale. S'il est adopté tel quel, le projet de loi 14 du gouvernement Marois fera disparaître cette exemption qui avait été mise en place par le gouvernement péquiste de René Lévesque. Le président de la CSCQ, Stephen Burke, se réjouissait de ces nouveaux appuis dimanche.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201302/24/01-4625011-3872-signatures-pour-laces-a-la-cs-central-quebec-aux-enfants-de-militaires.php>

26 février 2013 - La cascade de nouvelles sur les dérapages de l'Office québécois de la langue française (OQLF) laisse Mario Beaulieu, président du Mouvement Québec français, plutôt perplexe. Selon lui, il s'agit d'une cabale organisée, qui tombe à point nommé «pour discréditer» la loi 101 à la veille de sa révision en commission parlementaire. M. Beaulieu admet qu'il y a excès lorsqu'un inspecteur de l'Office veut masquer les inscriptions «on-off» sur un appareil dans une cuisine de restaurant. Il convient d'ailleurs que l'inspection devrait être mieux encadrée. Toutefois, ce qui le préoccupe, c'est l'apparition soudaine de ces bavures dans le débat public, à moins d'un mois d'une commission parlementaire sur le projet de loi 14, qui veut renforcer le statut du français au Québec.

<http://www.lapresse.ca/actualites/201302/25/01-4625411-mouvement-quebec-francais-denonce-une-cabale-contre-la-loi-101.php>

26 février 2013 - C'est sous le thème « Donner pour semer! » que commence le Francothon 2013! La campagne de financement débute aujourd'hui avec les *Lys du Francothon!* L'événement annuel se tiendra le samedi 27 avril de 17 h à 21 h dans la maison de Radio-Canada, à Regina en Saskatchewan. Le président de la Fondation fransaskoise, Maître Roger Lepage, a déclaré que l'objectif cette année est de recueillir 50 000 dollars. « En atteignant notre objectif, nous pourrions récolter dès l'an prochain en offrant des bourses d'études et un appui financier aux projets communautaires ». Pour une deuxième année consécutive, les Fransaskois peuvent acheter dès maintenant les fleurs de lys au coût de deux dollars. Les *Lys du Francothon* sont disponibles dans les écoles, les centres éducatifs et des centres communautaires.

<http://www.fransaskois.info/francothon-2013-n591-t9564.html>

28 février 2013 - Jeunesse TNO a réuni pendant quatre journées de nombreux francophones des trois territoires à l'occasion de son premier Forum jeunesse de la francophonie nordique. Du 28 au 3 mars, la présence de jeunes âgés de 12 à 17 ans de collectivités des trois Territoires - Whitehorse, Iqaluit, Inuvik, Hay River et Yellowknife - s'est fait sentir en ville. En effet, ces derniers étaient réunis pour une fin de semaine d'ateliers et d'activités. Ils ont pu assister, entre autres, à un atelier sur la construction identitaire et les raisons de valoriser la langue française présenté par Justin Morrow, le fondateur et directeur général de Canadian Youth for French. « Je sais qu'ils ont beaucoup d'expérience avec les francophones du Nord et les anglophones du Nord (Jeunesse TNO) et moi. J'apporte un peu de la mentalité des autres jeunes du Canada ». Cela fut intéressant pour lui, car il ne connaissait pas la relève du Nord. Il a écouté les jeunes parler de leurs expériences, de leur vie et de leur réalité.

<http://www.aquilon.nt.ca/Article/Du-leadership-a-profusion-201302281137/default.aspx#article>

28 février 2013 - L'intention d'ouvrir les écoles du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF) aux élèves non francophones est dénoncée par des associations de parents de Vancouver et de ses environs, mais suscite un intérêt en régions. Dans plusieurs localités en région, où les écoles n'ont pas beaucoup d'élèves, les parents réclamaient une telle mesure depuis longtemps, pour augmenter les inscriptions. L'École Entre-Lacs à Penticton, à 400 km à l'est de Vancouver dans la vallée de l'Okanagan, en est un exemple. L'ouverture possible de classes d'immersion menace d'entrer en concurrence directe avec les classes du CSF.

<http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2013/02/28/001-division-vancouver-regions-admission-non-francophones-csf.shtml>

2 mars 2013 - La communauté fransaskoise était invitée à rencontrer des représentants de la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) et de ses organismes membres vendredi soir à Regina. Presque tous les membres de la FCCF des autres provinces étaient également présents. Des artistes comme le formateur en théâtre de Saskatoon, Dave Turcotte, estime que des rencontres semblables sont essentielles. Selon lui, en art, il faut un part de talent, mais ce n'est pas suffisant. Il faut également connaître les bonnes personnes, celles qui dirigent les programmes, et parvenir à faire connaître son art et les projets qui nous tiennent à coeur, ajoute-t-il. L'artiste visuelle Zoé Fortier ajoute que c'est une expérience enrichissante de pouvoir rencontrer tout ce monde. « J'ai encore à comprendre un peu le rôle que joue la FCCF. Ici en Saskatchewan, pouvoir l'accueillir et voir ce qu'elle fait, qui sont ses membres et la manière dont ils contribuent à la culture francophone à travers le pays », est un plus, selon elle.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2013/03/02/001-fccf-rencontre-regina.shtml>

2 mars 2013 - Forty-four years after the “McGill français” demonstration, modern-day anti-English hawks no longer want to take over that university. Now they want to starve it financially, along with the other English-language universities in Quebec. Several well-known nationalists are among the academics at French-language institutions who signed an open letter in Le Devoir last week calling for deep cuts in public funding for McGill, Concordia and Bishop's. One of their arguments is linguistic, and it is similar to the one for restricting access to English colleges: English universities represent a threat to the French language because their graduates are more likely to go on to work in English.

<http://fullcomment.nationalpost.com/2013/02/28/don-macpherson-modern-day-francophones-want-to-starve-quebecs-english-language-universities/>

International – Minorités linguistiques

26 février 2013 – United Kingdom : John Walter Jones, chief executive of the Welsh Language Board until 2003, said campaigners need more supporters like sports personalities George North and Becky James to encourage use of the language rather than laws. "It's people like them that we need on board, not necessarily Welsh speakers. You should assume their support," he told BBC Radio Wales. "What we want to garner is the support of the non Welsh speaker and I don't think that by going down the route of legislation and the 'thou shalt' approach are we going to get them on board."

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-21584377>

2. MOBILISATION DES SAVOIRS COMMUNAUTAIRES

Canada - Francophonie

25 février 2013 - Le rapiéçage, comme pour le projet de loi 14, est désuet. Au début des années 1980, le Canada faisait face dans le commerce avec les États-Unis à un esprit protectionniste. La perspective d'une guerre tarifaire en escalade menaçait le commerce au moment où beaucoup souhaitaient des réformes dans le sens d'une plus grande libéralisation. Devant cette menace, source de peur, nombreux sont ceux qui réclamaient une approche globale au commerce bilatéral. Les partisans du libre échange ont demandé aux Canadiens de faire acte de foi; les électeurs québécois ont répondu massivement en faveur, assurant ainsi la réélection du gouvernement Mulroney et la ratification de l'Accord de libre-échange.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/opinions/points-de-vue/201302/22/01-4624387-les-quebecois-auraient-besoin-dun-nouveau-contrat-linguistique.php>

26 février 2013 - Il n'y aura plus de problème de langues au Québec le jour où il ne sera plus honteux de ne pas maîtriser l'anglais et où cela le deviendra de ne pas savoir parler le français. Ne maîtriser que la langue de Molière n'est pas un défaut ou une maladie, pour reprendre les termes utilisés par les anglophones qui manifestent actuellement contre le projet de loi 14. Cela devrait même être une source de fierté de pouvoir vivre uniquement en français au Québec. En effet, pourquoi les Québécois devraient-ils connaître parfaitement la langue de Shakespeare cependant que les anglophones se sentent autorisés à revendiquer de vivre uniquement en anglais dans cette province francophone ?

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/371823/fiers-de-parler-francais-au-quebec>

26 février 2013 - Le zèle d'inspecteurs de l'Office québécois de la langue française dans des restaurants a été dénoncé ces derniers jours. Le Mouvement Québec français estime qu'il s'agit d'une cabale pour discréditer la loi 101, au moment où une commission parlementaire s'apprête à étudier le projet de loi 14, qui vise à renforcer le statut du français au Québec. Qu'en pensez-vous?

<http://www.lapresse.ca/debats/debat-du-jour/201302/26/01-4625698-francais-dans-les-restos-des-inspecteurs-trop-zeles.php>

27 février 2013 - J'asons français. Oui, je sais, j'ai tendance à l'écorcher un peu, à lui tourner les coins ronds parfois, à l'équarrir en d'autres occasions, à l'engraisser à coups de néologismes qui font grincer des dents et à couper court sur les négations par pure préoccupation stylistique. Je l'avoue, je malmène trop fréquemment ma langue (et celle des autres!) mais croyez-moi, c'est par amour. C'est quoi déjà l'étrange proverbe des clubs sado-maso? Qui aime bien châtie bien?

<http://www.lapresse.ca/la-tribune/la-nouvelle/detoutetderienso/201302/27/01-4625975-a-quoi-ca-sert.php>

28 février 2013 - On pourra dénoncer (avec raison) tous les inspecteurs zélés de l'Office québécois de la langue française qui font des boutons en voyant le sigle WC sur une porte de toilettes, ces situations anecdotiques absurdes ne représentent qu'un tout petit arbre qui cache l'immense forêt. On pourra envoyer la cavalerie linguistique aux trousseaux de tous les boutons On/Off et les panneaux Exit dans tous les commerces de Montréal, cela ne cachera pas le fait que cette ville est devenue, officieusement du moins, bilingue, et ce, avec la complicité tacite de l'administration municipale.

<http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/vincent-marissal/201302/28/01-4626263-montreal-ville-bilingue.php>

1^{er} mars 2013 - Comment avoir une langue forte si, en tant que nation, nous sommes faibles? Une langue riche si, individuellement, nous la parlons pauvrement? Une langue attirante si, comme société, nous ne sommes pas attrayants? Alphonse Allais, qui cultivait une grande intelligence de la langue, disait (ce n'est pas sa plus géniale trouvaille): «Tout est dans tout et vice-versa». Or, le Québec traite ses problèmes en silos, comme s'ils n'étaient pas interdépendants. C'est peut-être notre plus grave erreur.

<http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/mario-roy/201302/28/01-4626520-les-questions.php>

1^{er} mars 2013 - Le ciel de l'Alberta sera bleu, blanc et rose vendredi, alors que des dizaines de communautés tiendront une cérémonie du lever du drapeau franco-albertain. Ces cérémonies précèdent les célébrations des Rendez-vous de la francophonie et visent à souligner la contribution historique et la contribution actuelle de la francophonie albertaine. Les Rendez-vous de la francophonie ont lieu du 8 au 24 mars. L'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) chapeaute les cérémonies qui ont lieu le premier vendredi du mois de mars depuis 2009. Chaque ACFA régionale tient sa cérémonie locale, qui, en plus du lever des drapeaux, inclut des discours, l'hymne national et d'autres activités.

<http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2013/03/01/001-lever-drapeau-franco-albertain.shtml>

International – Francophonie

25 février 2013 – Tunisie : Loin d'être une langue morte, le français vit, évolue. Le règlement du concours d'orthographe tounaisien a été revu, en prenant en compte cette réalité. La dix-huitième édition des Olympiades d'orthographe de Tournai, qui aura lieu le samedi 2 mars, connaît son lot de changements notables. «*Les organisateurs ont entendu les remarques des enseignants et celles des concurrents. Nous essayons de nous adapter à leurs desiderata en modifiant et en améliorant une série de petites choses*», explique Philippe Robert, échevin tounaisien de l'Enseignement et de la Citoyenneté.

http://www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=DMF20130225_00273298

International - Minorités linguistiques

26 février 2013 - Danemark : Last year Denmark was named the happiest country on the planet by Columbia University's Earth Institute. Little wonder this prosperous Scandinavian nation is often cited by supporters of Scottish independence as an example of how successful small states can be. So why do Danes seem so delighted? It is early morning rush hour at the Konkylien child care centre. Outside the building are a mix of parked buggies and bikes. Very few children here are dropped off by car. Inside, the children are settled in with a story. Here 'all day' childcare costs parents about £200-£300 a month, a fraction of the actual cost.

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-scotland-21593225>

3. RELATIONS COMMUNAUTÉ– AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Ontario – Francophonie

24 février 2013 - L'engagement du gouvernement de l'Ontario à «élargir la disponibilité des programmes d'études» postsecondaires pour les francophones du centre-sud-ouest de la province ne prendra pas nécessairement la forme d'un nouveau campus, a prévenu la première ministre Kathleen Wynne, hier. «Je sais qu'il y a beaucoup de discussions au sujet d'une nouvelle maison d'enseignement postsecondaire francophone dans le centre-sud-ouest de l'Ontario. Pour moi, il n'est pas nécessaire d'avoir des édifices. Il faut des programmes», a déclaré MmeWynne lors d'un point de presse à Ottawa.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/politique/queens-park/201302/23/01-4624832-education-postsecondaire-en-francais-les-programmes-avant-tout-dit-wynne.php>

Canada – Francophonie

25 février 2013 - L'excès de zèle de certains inspecteurs de l'Office québécois de la langue française (OQLF) vaudra à la présidente de l'organisme indépendant un appel de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, Diane De Courcy. Et celle-ci demandera de « repenser la manière de faire » les inspections pour éviter d'autres dérapages embarrassants.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/371801/de-courcy-veut-repenser-le-processus-d-inspection>

25 février 2013 - Trois élus montréalais demanderont lundi au conseil municipal de manifester son appui à l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro qui a adopté une motion pour préserver son statut de ville bilingue, comme l'a fait la Ville de Longueuil à l'égard de l'arrondissement de Greenfield Park la semaine dernière. Le conseiller indépendant du district de Snowdon, Marvin Rotrand, la mairesse de Pierrefonds-Roxboro, Monique Worth, et le conseiller indépendant du district de Saint-Michel, Frantz Benjamin, déposeront au conseil un « papillon » - une motion d'urgence nécessitant le consentement unanime du conseil pour être débattue - demandant aux élus de manifester leur « solidarité » envers l'arrondissement de l'ouest de l'île de Montréal et de faire connaître leur désaccord au gouvernement du Québec au sujet des dispositions du projet de loi 14 qui concernent le statut de ville bilingue. Si cette motion d'urgence ne peut être ajoutée à l'ordre du jour dès lundi, elle sera automatiquement présentée le 18 mars prochain.

<http://www.ledevoir.com/politique/montreal/371789/statut-bilingue-pierrefonds-roxboro-demande-l-appui-de-la-ville-dans-sa-lutte>

25 février 2013 - L'Office québécois de la langue française (OQLF) a annoncé lundi son intention de travailler à l'«amélioration du processus de traitement des plaintes». Les interventions de certains inspecteurs de l'organisme ont été tournées en dérision au cours des derniers jours à la suite de la publication d'articles dans lesquels des restaurateurs montréalais confiaient avoir été sommés de retirer des termes comme «steak» et «pasta» de leur menu ou de leur établissement. Des «experts en vérification» prêteront ainsi main-forte à la direction de l'organisme afin que le mécanisme de plaintes permette de faire appliquer la loi rigoureusement sans créer d'«irritants inutiles», a déclaré par voie de communiqué Diane De Courcy, la ministre responsable de la Charte de la langue française.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/371813/l-oqlf-revoit-son-processus-de-traitement-des-plaintes>

25 février 2013 - Le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF) propose un changement majeur aux critères d'admission à ses écoles francophones qui en ouvrirait les portes aux élèves non francophones. Le CSF a entrepris des consultations sur la question auprès des associations de parents d'élèves de la province. Jusqu'ici, les critères qui encadraient l'admission des élèves dans les écoles du CSF étaient stricts, mais dans un document envoyé aux parents, le CSF propose d'admettre des élèves anglophones dont les parents « veulent que leur enfant intègre la communauté francophone ». « Je dirais que j'étais un peu en état de choc. Le but de la création du CSF c'était de gérer les écoles des ayants droit. Et maintenant mon choc c'était qu'on revient en arrière. » — Dominique Robeyns, présidente, Association de parents d'élèves de l'école Rose-des-Vents

<http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2013/02/25/007-csf-eleves-non-francophones-cb.shtml>

26 février 2013 - Le nouveau PDG du réseau, Rino Volpé, annoncera mardi soir, lors de la réunion du conseil d'administration, l'élimination de 400 emplois sur trois ans et la réduction du nombre de vice-présidents de huit à trois. Selon Rino Volpé, une bonne partie de la réduction d'emplois sera effectuée par les départs à la retraite ou par attrition. La démarche devrait entraîner des économies de 24 millions de dollars par année une fois toutes les compressions réalisées. Le réseau se dote aussi d'une nouvelle structure de gestion plus régionale. Ce sont les directeurs régionaux des hôpitaux qui seront responsables des établissements et des programmes cliniques dans les quatre zones du réseau.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2013/02/26/013-compressions-reseau-vitalite.shtml>

26 février 2013 - L'opinion de Pierre Paquette au sujet du projet de loi 14 soulève en nous quelques inquiétudes. Selon lui, il est essentiel que la communauté anglophone accepte le projet de loi 14. Autrement, la délicate « paix linguistique » s'en trouvera menacée. De plus, au regard des réactions de la communautés anglophone, il considère que « les dirigeants de la communauté anglophone devraient s'en inquiéter et calmer le jeu ». Contrairement à M. Paquette, nous estimons que les craintes de la communauté anglophone sont légitimes et qu'il incombe au gouvernement québécois, non pas aux leaders anglophones, de « calmer le jeu. » Ce projet de loi, s'il est adopté, est une atteinte directe à la démocratie locale ainsi qu'aux droits des communautés anglophones.

<http://www.lapresse.ca/debats/votre-opinion/201302/26/01-4625672-le-projet-de-loi-14-creuse-le-fosse-entre-francophones-et-anglophones.php>

26 février 2013 - Le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF) fait figure d'exception au pays en ce qui a trait à l'admission d'élèves non-francophones dans ses écoles. Lundi, Radio-Canada rapportait que le CSF proposait un changement aux critères d'admission à ses écoles qui en ouvrirait les portes aux élèves non-francophones. Le CSF est le seul des 31 conseils scolaires francophones en milieu minoritaire au Canada à ne pas avoir inclus une clause sur les enfants de parents non-« ayants droit » à l'éducation en français dans sa politique d'admission. Ailleurs au pays, le débat sur la question a eu lieu il y a près d'une décennie.

<http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2013/02/26/006-admission-eleves-non-ayants-droit.shtml>

27 février 2013 - Le 18 février dernier, la Commission scolaire des Phares à Rimouski invitait les parents de tous les élèves du primaire à une rencontre d'information concernant le programme d'enseignement intensif de l'anglais en sixième année. Une cinquantaine de parents se sont donc présentés à l'école Paul-Hubert afin de connaître - c'est ce que nous espérons du moins - les modalités d'implantation et les objectifs de ce programme particulièrement controversé. Après une brève allocution de la directrice des services éducatifs de la commission scolaire, qui avait pourtant pris soin de souligner que cette rencontre était avant tout un exercice d'information sans parti pris, l'assemblée publique s'est rapidement transformée en une véritable activité de propagande en faveur de l'enseignement intensif de l'anglais. S'appuyant sur des « études sérieuses et épaisses comme ça » (sic), la conseillère pédagogique chargée de présenter objectivement les modalités de ce projet se lançait dans un véritable plaidoyer en faveur du programme d'anglais intensif, ne ménageant aucune épithète pour louer ce nouvel eldorado pédagogique.

<http://www.ledevoir.com/societe/education/371922/le-marketing-anglomane-d-une-commission-scolaire>

27 février 2013 - Surprise mardi soir à la Chambre des communes : le projet de loi du NPD obligeant les agents du Parlement à être bilingues dès leur embauche a été adopté à l'unanimité en deuxième lecture par un vote de 269 à 0. Certains croyaient que des députés conservateurs réfractaires au bilinguisme feraient fi de la décision du gouvernement Harper d'appuyer ce projet de loi parrainé par la députée néo-démocrate de Louis-Saint-Laurent, Alexandrine Latendresse. Mais les troupes conservatrices ont parlé d'une seule voix, malgré les réticences exprimées par certains, tandis que le premier ministre Stephen Harper tente de reconstruire son parti au Québec.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201302/27/01-4626140-agents-du-parlement-bilingues-a-lembauche-la-loi-adoptee.php>

28 février 2013 - Tempête dans un verre d'eau que cet oukase d'un inspecteur de l'Office de la langue française bannissant des mots italiens comme pasta des menus de restaurants ? On peut bien sûr penser que cela n'est pas si grave, néanmoins, il a venté suffisamment fort dans ce verre d'eau pour qu'il déborde. Certains ont été éclaboussés, l'OQLF, le gouvernement Marois et nous tous, Québécois, alors qu'ont resurgi dans la presse anglophone tous les clichés sur cette société anxieuse qui cherche à se protéger en recourant à une police de la langue.

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/372078/office-quebecois-de-la-langue-francaise-la-mauvaise-cible>

28 février 2013 - Que n'aime-t-on pas inventer comme scandale pour dévaloriser le travail essentiel des fonctionnaires de l'Office québécois de la langue française. Mais bon, il vaut mieux en rire qu'en pleurer. D'abord, pour une fois que l'OQLF vise un commerçant non anglophone de Montréal — dans le cas qui nous préoccupe, un restaurant italien — accordons-nous au moins pour dire que l'intervention sort un peu de l'ordinaire et qu'elle démontre que ledit office ne s'en prend pas qu'au milieu anglophone de Montréal. C'est déjà cela de pris. Mais bon, le restaurateur italien en question prônant le mot pasta dans son menu s'est fait taper sur les doigts... Ouille ! D'accord, il y a là matière à y voir un zeste d'exagération.

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/372071/lettre-retour-sur-le-pastagate>

28 février 2013 - L'association Canadian Parents for French, qui fait la promotion de l'apprentissage du français comme langue seconde, se réjouit à l'idée que le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique puisse ouvrir ses portes aux élèves non francophones. Le directeur de l'association en Colombie-Britannique, Glyn Lewis, a d'ailleurs soutenu devant le comité des langues officielles du Sénat l'an dernier qu'il fallait créer, dans les régions isolées de la province, des programmes scolaires communs pour les francophones et les anglophones qui veulent apprendre le français. « Il y a des communautés où il n'y a pas assez d'espace pour les étudiants en immersion, mais il y a de l'espace dans le programme francophone », explique-t-il. Dans ces cas-là ajoute Glyn Lewis, il faudrait créer des opportunités pour que les élèves qui n'ont pas accès à l'immersion en français puissent avoir accès aux écoles du CSF.

<http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2013/02/28/006-csf-admission-non-francophones-canadian-parents-french.shtml>

1^{er} mars 2013 - L'évolution de l'enseignement de l'anglais en tant que langue seconde n'est pas une erreur, comme le prétendent les auteurs de l'article intitulé Anglais intensif : la fuite en avant continue, publié dans Le Devoir de mercredi. S'exprimer en anglais avec « aisance, spontanéité et assurance », comme le prescrit le nouvel objectif d'apprentissage au secondaire, n'implique pas nécessairement la diminution de la qualité du français et des autres « matières de base ». Il me semble approprié de remettre en question la légitimité des propos tenus par MM. Frédéric Lacroix et Charles Castonguay en répondant aux questions qu'ils prétendent sans réponses, ainsi qu'en les questionnant à leur tour sur le fondement de leurs arguments.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/372186/gare-aux-visions-obscurantistes>

1^{er} mars 2013 - La volonté de la ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, d'améliorer aussi l'apprentissage de l'anglais au secondaire fait réagir. *Le Soleil* rapportait vendredi que la ministre de l'Éducation envisage d'adopter un nouvel objectif national concernant l'apprentissage de l'anglais : que tous les jeunes Québécois terminent leurs études secondaires en pouvant s'exprimer en anglais «avec aisance et spontanéité». Une orientation qui ne mettrait pas nécessairement un terme à l'anglais intensif en sixième année, comme l'avait décrété l'ancien gouvernement libéral pour tous les élèves. Les écoles qui veulent aller de l'avant avec ce programme pourront toujours le faire, mais sans y être obligées.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201303/01/01-4626879-langlais-au-secondaire-fait-reagir.php>

1^{er} mars 2013 - Le Caffè in Gamba devra se défendre devant les tribunaux pour conserver sa raison sociale. L'Office québécois de la langue française (OQLF) a déposé sa cause au Procureur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), qui a décidé de poursuivre le propriétaire de l'établissement de l'avenue du Parc. La poursuite réclame que le restaurateur ajoute un générique français à deux endroits sur la façade de son commerce ou qu'il change carrément son nom pour Café in Gamba. On lui réclame également deux amendes de 1885\$ pour avoir refusé de se conformer à la Charte de la langue française.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201303/01/01-4626682-oqlf-devant-les-tribunaux-a-cause-du-mot-caffe.php>

1^{er} mars 2013 - La Colombie-Britannique a publié vendredi le résultat des consultations menées en 2012 auprès des membres de la communauté francophone et d'organismes afin de connaître leurs priorités. Ce rapport servira aux négociations pour le renouvellement de l'entente quinquennale de collaboration entre les gouvernements fédéral et provincial sur les langues officielles. L'entente actuelle prend fin en mars. Les participants à la consultation ont entre autres souligné l'importance d'accroître la visibilité des arts et de la culture francophone de la Colombie-Britannique dans toute la province.

<http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2013/03/01/005-consultation-francophones-victoria.shtml>

1^{er} mars 2013 - Dans la région de Québec, plusieurs nouvelles écoles offriront l'anglais intensif dès l'automne. Mais cette implantation ne se fait pas sans heurts. À la commission scolaire de la Capitale, il y aura à l'automne deux fois plus d'écoles qui vont offrir l'anglais intensif en sixième année. Sept nouvelles écoles primaires ont décidé d'aller de l'avant pour la rentrée. Il s'agit des écoles de Château-d'Eau, de l'Aventure, de la Chaumière, de l'Escabelle, du Val-Joli, Jules-Émond et Saint-Claude. Parmi elles, certaines ont décidé d'opter pour la formule moitié-moitié (une demi-année consacrée à l'anglais intensif et l'autre demi-année consacrée aux matières de bases), alors que d'autres écoles ont choisi une formule réduite où seulement le tiers de l'année est consacré à l'anglais intensif.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201302/28/01-4626633-les-classes-danglais-intensif-se-multiplie-a-quebec.php>

1^{er} mars 2013 - Malgré des progrès notables, il reste encore du travail à faire pour améliorer la qualité des services en français offerts dans les bureaux fédéraux en Nouvelle-Écosse, selon la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE). L'organisme rapporte cette conclusion à la suite d'une enquête menée en 2012 au téléphone et dans une vingtaine de bureaux. La FANE rapporte que dans plus de 90 % des cas, les employés du fédéral répondent au téléphone dans les deux langues officielles. Dans les bureaux toutefois, la FANE affirme que seulement 20 % des fonctionnaires à l'accueil font une offre active de services en français. Dans bien des cas, le service a quand même été donné en français sur demande. Marie-Claude Rioux, directrice générale de la FANE, juge que le faible taux d'offre active de service en français est problématique. Elle explique que dans cette situation, les gens se découragent et n'osent plus demander d'être servis en français.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2013/03/01/001-enquete-fane-langues-officielles-nouvelle-ecosse.shtml>

1^{er} mars 2013 - The Quebec government spent much of the past two weeks being visibly embarrassed by what has become known as “pastagate.” It began when an Italian restaurateur in Montreal complained that an inspector from the Office québécois de la langue française had ordered him to remove Italian words, including *pasta*, from his menus. The embarrassment deepened when other restaurant owners revealed they had been ordered by inspectors to tape over the “on/off” button on a microwave, and not use English words on their shopping lists. The stories spread around the world, and Quebec briefly became an international laughingstock. So Diane De Courcy, the minister responsible for the Charter of the French Language, vowed to review the rules.

<http://www.theglobeandmail.com/commentary/editorials/the-new-heavier-handed-quebec-language-regime/article9214605/>

2 mars 2013 - L'inspecteur de l'Office québécois de la langue française (OQLF) qui s'est rendu au restaurant Buonanotte a peut-être fait preuve de zèle, mais il a tout de même escamoté l'objet de la plainte sur laquelle il devait enquêter, estime le plaignant à la base de ce qui est devenu le « Pastagate ». Car la plainte portait sur la présence de l'anglais sur un menu, pas de l'italien.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/372332/buonanotte-la-plainte-originale-ne-portait-pas-sur-l-italien>

2 mars 2013 - Le gouvernement Marois annoncera, la semaine prochaine, qu'il lève l'obligation pour les commissions scolaires de dispenser l'enseignement de l'anglais intensif en sixième année dès septembre 2015. Le souhait du gouvernement est toujours qu'à cette dernière année du primaire, les élèves puissent avoir accès à un apprentissage intensif de l'anglais. Mais, confie-t-on, on s'est vite rendu compte que la voie proposée par le gouvernement Charest ne pourrait être appliquée faute de ressources.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201303/02/01-4627126-anglais-intensif-en-6e-annee-quebec-renoncera-aux-cours-obligatoires.php>

2 mars 2013 - Au Québec, les ministères et les organismes gouvernementaux, dont font partie les commissions scolaires, sont tenus par la loi d'obtenir un certificat de conformité à la Charte de la langue française émis par l'OQLF. «Tous ceux qui ne sont pas encore certifiés sont en processus en ce moment», indique le porte-parole de l'Office, Martin Bergeron. Depuis mars 2011, une nouvelle Politique linguistique gouvernementale est venue remplacer l'ancienne, qui datait de 1996. C'est donc à cette nouvelle politique, plus encadrante, que les ministères et organismes qui ne sont pas encore certifiés doivent se soumettre. Elle a été modifiée à cause de «l'évolution des technologies de l'information et des communications ainsi que des défis posés par l'accroissement du nombre de nouveaux arrivants au sein de la société québécoise», lit-on dans un document officiel de l'OQLF.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201303/02/01-4627107-la-francisation-de-ladministration-publique-cest-quoi.php>

2 mars 2013 - Des commissions scolaires qui ne sont pas encore certifiées par l'OQLF ont récemment entamé un processus de francisation sous la nouvelle Politique linguistique gouvernementale. Voici ce qui leur est demandé dans les documents envoyés par l'Office:

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201303/02/01-4627106-ce-que-loqlf-demande-aux-commissions-scolaires.php>

2 mars 2013 - Un homme d'affaires de Québec qui se prépare à ouvrir une nouvelle salle de réception dans le quartier Lebourgneuf, Claude Zarié, a eu toute une surprise au cours des derniers jours alors que le bureau du registraire des entreprises a refusé le nom de son entreprise, Artevino, car il contreviendrait aux dispositions de la Charte de la langue française.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/societe/201303/01/01-4627012-force-de-franciser-son-nom-dentreprise.php>

2 mars 2013 - Au terme de deux années entières consacrées à faire disparaître toutes les traces de l'anglais dans ses 50 écoles primaires et secondaires et même si l'OQLF a qualifié sa démarche de francisation d'exemplaire, la commission scolaire Rivière-du-Nord n'a toujours pas obtenu le certificat de conformité pour lequel elle a investi un employé à plein temps et des dizaines de milliers de dollars depuis 2010. Son refus d'acheter, au coût de 278 000\$, la version française d'un logiciel de formation professionnelle ferait tiquer l'Office.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201303/02/01-4627067-les-ecoles-sous-la-loupe-de-loqlf.php>

2 mars 2013 - Les médias du Québec et du reste du Canada ont fait leurs choux gras du «pastagate». Pourquoi cette nouvelle a-t-elle fait boule de neige, et si longtemps? Pour les uns, comme le sociologue Simon Langlois, le *pastagate* est «un fait divers monté en épingle» qui dénote bien que «le Québec *bashing* n'est jamais bien loin». Pour d'autres, c'était simplement une anecdote trop savoureuse pour ne pas être reprise en boucle. Excès de zèle il y a eu, admet M. Langlois, professeur à l'Université Laval. C'est d'autant plus regrettable, dit-il, que ces dérapages ont diabolisé une loi habituellement bien acceptée. «Même Stéphane Dion en a parlé comme d'une grande loi canadienne!»

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201303/02/01-4627064-pour-en-finir-avec-le-pastagate.php>

3 mars 2013 - At the height of Mordecai Richler's crusade against Quebec's language laws, he regaled his American readership with stories of a pet-shop parrot that came under fire for speaking English. The parrot tale was apparently invented, though that did not stop 60 Minutes from reporting the outrage as gospel back in 1998. If Mr. Richler, who died in 2001, were alive today, he would not need any apocryphal parrots to support his case. The recent excesses by Quebec's language police are enough to put a satirist out of work. Since last week, Quebec media have been filled with reports of language inspectors going overboard. The Montreal restaurant Buonanotte, a St. Laurent Blvd. spot popular with celebrities, was told to replace such Italian words as pasta and bottiglia on its menu with French equivalents.

<http://fullcomment.nationalpost.com/2013/02/28/quebecs-language-folly/>

3 mars 2013 - When I consider the effects of Bill 14, the Parti Québécois' latest legislative effort aimed at increasing restrictions against the use of English in Quebec, I think of Sandra. Sandra goes to the English-language Dollard-des-Ormeaux school, just off Valcartier military base near Quebec City. When I met her, she emotionally asked why she would have to change schools and lose her friends. Her father serves in the military and was wounded in Afghanistan. She lives with her mother. (Her parents separated partly due to the strain of post-traumatic stress after her father returned from combat.) Now, one of the few constants in her life, her elementary school and close friends, could be taken away by Bill 14.

<http://fullcomment.nationalpost.com/2013/02/28/colin-standish-quebec-language-law-takes-a-slap-at-families-of-canadian-military/>

International – *Minorités linguistiques*

25 février 2013 – United Kingdom : New legal standards for the use of Welsh by public and some private bodies have been rejected as too complicated by the language minister. Leighton Andrews turned down the proposals from the Welsh language commissioner Meri Huws. The standards are at the heart of legislation passed in 2011 that was meant to promote the Welsh language. The Welsh Language Society is worried about further delay. But Mr Andrews said the proposals as set out would not provide Welsh speakers with clear rights and many were unreasonable. Political correspondent Aled ap Dafydd reports.

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-21582415>

26 février 2013 - United Kingdom : Campaigners have accused the Welsh government of caving in to pressure over a set of rules which would require services to be available in Welsh. Proposed standards on when public and some private bodies should use the Welsh language were rejected for being too complicated by ministers. The proposals were made by the Welsh Language Commissioner. A former chief executive of the Welsh Language Board has questioned the need for the commissioner's role. The Welsh government will propose a new set of standards and hold a statutory consultation with the public sector.

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-politics-21584374>

26 février 2013 - 70% of Aosta and 60% of South Tyrol votes go to non state-wide Italian lists · Sardinian nationalism slightly increases its share of vote, gets 3.4% of the ballots · Veneto pro-independence parties fail to take advantage of Northern League decline. Italian parliamentary election has brought important news at the state level, such as the growth of Beppe Grillo's Five Star Movement (Movimento 5 Stelle, M5S) or the good performance of former PM Silvio Berlusconi's list. Still, there are other interesting news from Italy's stateless nations, with both new and old parties in Aosta Valley, South Tyrol, Sardinia and Veneto. This is a brief insight into their results.

<http://www.nationalia.info/en/news/1359>

2 mars 2013 – United Kingdom : The Conservatives have called for powers over energy, broadcasting and public holidays to be devolved. It came in a submission to the Silk Commission, which is considering whether the Welsh assembly should have new powers. But the party said it did not believe policing and criminal justice should be devolved. The commission has already published a first report which said the assembly should have some tax-varying powers. Conservative assembly group leader Andrew RT Davies warned there were "major challenges in reaching a devolved settlement which has the levers to deliver positive change for the people of Wales".

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-politics-21642926>

3. RELATION COMMUNAUTÉ – SECTEUR JURIDIQUE

Canada – Francophonie

26 février 2013 - En 2008, le Parlement canadien a adopté des modifications au Code criminel afin d'améliorer les dispositions relatives aux droits linguistiques devant les tribunaux. Ces modifications sont entrées en vigueur le 1er octobre 2008. Une de ces modifications prévoit que, dans les trois ans suivant leur entrée en vigueur, un examen approfondi des dispositions et de l'application de la partie du Code criminel traitant de la langue de l'accusé soit entrepris par le comité du Sénat, de la Chambre des communes ou mixte, que le Parlement ou la Chambre, selon le cas, désigne ou constitue à cette fin. Cet examen aurait donc dû commencer avant le 1er octobre 2011.

<http://www.lexpress.to/archives/11151/>